

Cadre stratégique commun RD Congo

TABLE DE MATIERES

1. Introduction	p 2
2. Cibles stratégiques communes	p 4
2.1. Description des cibles stratégiques communes	p 4
2.2. Argumentation sur base de la pertinence au développement	p 13
3. Engagements en matière de complémentarités et synergies	p 20
4. Liste des participants au CSC RDCongo	p 25
Liste des acronymes	p 26

1. Introduction

Ce cadre stratégique commun (CSC) RD Congo repose sur l'analyse contextuelle commune (ACC) RDCongo approuvée par le ministre de la coopération au développement, monsieur De Croo, à la fin du mois de décembre 2015. Tous les éléments énumérés ci-après se trouvent dans l'ACC, de sorte qu'ils ne sont pas repris ici : analyse du contexte (chap 3, p.33-56), analyse des acteurs pertinents (chap.6, p.87-103), analyse des risques liés au contexte, objectifs stratégiques et approches (chap 9, p.114-122), identification des opportunités de synergies et de complémentarités entre les organisations agréées (également dans l'entourage des partenaires communs)(chap. 10, p.124-125), la manière dont l'ACC (qui a servi de base au CSC) (chap 1, p. 8-10) a vu le jour, notamment les éléments pertinents qui ont mené à l'identification des organisations agréées participantes et de leurs partenaires locaux. Il faut signaler que la RDC vit actuellement une crise dans le processus électoral, ce qui peut causer des changements très soudains au contexte.

Les participants ont pris connaissance des divers documents stratégiques et de base durant l'élaboration de l'ACC et ont pris connaissance de la note stratégique publiée lors de l'élaboration de l'ACC, le RDC étant un pays partenaire de la coopération gouvernementale de la Belgique. On se réfère ici particulièrement au dernier Programme Indicatif de Coopération entre la RDCongo et la Belgique, signé fin 2009 pour la période 2010 – 2013. et au PIC intermédiaire 2014-2015 signé en avril 2014. Le PIC 2010-2013 se concentre autour de trois secteurs, plus particulièrement l'agriculture, le décloisonnement du milieu rural et l'éducation technique et professionnelle. Ce programme travaille également autour des thèmes transversaux égalité des genres, respect pour les droits de l'enfant, bonne gouvernance, développement durable et lutte contre le HIV. Tous ces thèmes se retrouvent d'une manière ou d'une autre dans l'actuel CSC RDCongo. Les participants ont également pris connaissance de la sortie d'une nouvelle note stratégique genre et son plan d'action par la DGD et le cabinet (mars 2016). Le PIC intermédiaire s'inscrit dans la continuité du PIC antérieur, prévoyant l'appui au développement dans les secteurs de l'enseignement technique et la formation professionnelle, de l'agriculture et le développement rural et de la santé. Finalement les cadres stratégiques communs des pays voisins sont également pris en considération.

Les cibles décrites dans ce CSC sont tous liés. Les participants se sont inscrits au niveau des cibles et approches selon leur finalité, mais dans la lecture il est important de tenir compte de cette interconnectivité. Aussi, le groupe portera une attention particulière à la société civile dans toutes les démarches.

65 OSC/AI ont participé à ce cadre stratégique commun. La liste des participants est reprise dans le chapitre 4. La méthodologie suivie pour la réalisation du CSC est celle qui a été proposée le 8 février par les coupoles dans le *'Manuel pour la réalisation des Cadres Stratégiques Communs de 2016'* distribué le 8 février 2016. Le travail a été coordonné par le lead 11.11.11 qui a travaillé avec un sub-lead par cible (éducation : APEFE ; environnement : WWF ; santé : Memisa ; agriculture : SOS-Faim ; eau : Protos ; gouvernance et Droits Humains : RCN Justice et Démocratie ; Culture : 11.11.11). De nombreux échanges de mails, 4 réunions de concertation (le 1 mars et le 25 mars avec le groupe de leads thématiques, le 16 mars avec le sous-groupe environnement, le 24 mars avec le sous-groupe agriculture). L'échange avec des partenaires était organisé de manière intensive pour l'élaboration de l'ACC. Ceci n'a pas été organisé de manière centrale pour l'élaboration du CSC, bien que quelques acteurs aient impliqué leurs partenaires de manière individuelle. Le travail de consultation des partenaires est en cours pour la définition des futurs programmes.

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

En outre, l'ACC RDC a déjà fait référence à l'ACC Travail Décent, vue l'importance de ce thème pour le RDC. Le cadre stratégique commun sur ce thème sera décrit dans le CSC Travail décent. Le RDC y est intégrée comme un des pays dans lesquels les acteurs travailleront autour des cibles du Travail Décent. Dans ce sens, le CSC RDC et le CSC thématique Travail Décent sont complémentaires et doivent être lus ensemble. Ils constituent tous deux ensembles un Cadre Stratégique Commun pour le RDC.

Les ACNG actives dans la réalisation de ce CSC RDCongo développent aussi des actions en Belgique, dès lors, leurs partenaires congolais et leurs actions en RDCongo ont des impacts dans leurs approches nord ; ceux-ci alimentent et "légitiment" ce qui se fait en Belgique.

Il est important de souligner que le cadre légal pour les CSC n'était pas publié ni au moment du lancement du processus (le 8 février) ni au moment de finaliser le CSC à ce jour (20 avril 2016).

2. Cibles stratégiques communs

2.1 Description des cibles stratégiques communs

7 cibles générales s'appuient sur les 7 thèmes qui ont été exposés dans les ACC (principalement chapitre 5)

2 cibles s'y ajoutent : il s'agit de la promotion de l'égalité entre hommes et femmes et améliorer la recherche et stimuler l'innovation. Des motivations pour ces deux cibles se trouvent également dans l'ACC RDCongo. Il s'agit des neuf cibles stratégiques communes suivant :

1. Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes
2. Garantir une préservation et gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles afin de contribuer au bien-être humain et à une plus grande équité sociale.
3. Garantir un enseignement inclusif et qualitatif pour tous respectant les droits de l'enfant
4. Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité et promouvoir le droit à la santé pour tous
5. Favoriser une utilisation plus efficiente et plus durable de l'énorme potentiel qu'offre le Congo en matière de sylviculture, d'agriculture, d'élevage et de pêche, avec une attention particulière à l'agriculture familiale.
6. Assurer l'accès et la gestion durable, équitable et participative de l'eau potable et de l'assainissement
7. Renforcer la gouvernance à tous les niveaux politiques et améliorer le respect des droits humains et soutenir la mise en œuvre de la parité
8. Renforcer le secteur culturel en RDCongo
9. Garantir et améliorer l'accès à la connaissance, améliorer la qualité de la recherche et stimuler l'innovation, afin de contribuer au développement

Il est indiqué par approche quels sont les acteurs susceptibles de contribuer à leurs atteintes.

Cible stratégique commune 1	Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes	
	Approche (Contributions)	OSC/AI
1A	Droits des femmes : promouvoir la levée des discriminations spécifiques dont les filles et les femmes font l'objet dans le cadre légal et dans la pratique, ainsi que la mise en œuvre effective de leurs droits	Le Monde selon les femmes; CNCD-11.11.11 ; HI ; KBA-FONCABA ; SOS Villages d'Enfants; RCN J&D, Frères des Hommes (FdH)
1B	Participation : promouvoir la pleine participation des femmes (avec ou sans handicap) aux instances de prise de décision en tant qu'actrices de développement, notamment dans la vie politique, les institutions publiques et privées, la société civile, la gestion des ressources, les mécanismes de gestion des conflits et de consolidation de la paix	Le Monde selon les femmes; CNCD-11.11.11 ; HI Croix-Rouge de Belgique M3M-G3W ; KBA-FONCABA, Protos ; SOS Villages d'Enfants, VVOB ; WWF BE; RCN J&D, SOS Faim

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

1C	Lutte contre les violences : combattre les violences faites aux filles et aux femmes en termes de prévention, changements de mentalités, prise en charge, accès à la justice, lutte contre l'impunité et réintégration des victimes dans leur communauté.	Le Monde selon les femmes; CNCD-11.11.11 ; HI ; SOS Villages d'Enfants, VVOB, SOS-Faim; RCN J&D, Frères des Hommes (FdH)
1D	Autonomie économique et financière: promouvoir la reconnaissance de la contribution des femmes à l'économie tant en milieu rural qu'urbain, leur accès à l'éducation, la formation et à des revenus suffisants et adéquats ; promouvoir leur sécurité dans l'exercice de leur travail	Le Monde selon les femmes; CNCD-11.11.11 ; HI, ARES Croix-Rouge de Belgique, EF ; KBA-FONCABA ; SOS Villages d'Enfants, VVOB; RCN J&D ; Frères des Hommes (FdH)
1E	Intégration du genre : renforcer et soutenir les organisations de la société civile qui luttent contre les stéréotypes et promeuvent l'égalité entre les femmes et les hommes ; renforcer l'intégration de la dimension de genre dans tous les projets mis en œuvre, quel que soit le domaine.	Le Monde selon les femmes; CNCD-11.11.11 ; HI, ARES, ACTEC, Caritas Belgique, Congodorpen, Croix-Rouge de Belgique, Dynamo International, EF, M3M-G3W; Justice et Paix ; KBA-FONCABA, Kiyo, Protos ; SOS Villages d'Enfants, VIA Don Bosco, Vétérinaires sans Frontières(VSFB), VVOB; RCN J&D ; Frères des Hommes (FdH)
Cible stratégique commune 2	Garantir une préservation et gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles afin de contribuer au bien-être humain et à une plus grande équité sociale.	
Approche (Contributions)		OSC/AI
2A	Promouvoir et appuyer les initiatives ou filières économiques intégrant la protection, la gestion des ressources naturelles et l'utilisation durable des services éco systémiques	11.11.11, CNCD, Croix Rouge de Belgique, Justice et Paix, Louvain coopération, IRSCNB-CeBIOS), SOS Villages d'enfants, ULB coopération, Via Don Bosco, Vétérinaires sans frontières (VSF-B), WWF BE, ARES, Congodorpen, IPIS, BD, Caritas Be, IPIS, Vredeseilanden/VECO
2B	Améliorer la résilience des populations aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles, avec une attention particulière aux plus vulnérables, par la préservation de l'environnement, notamment via l'adaptation des systèmes agricoles et le redéploiement des écosystèmes forestiers	11.11.11, CNCD, Croix Rouge de Belgique, Louvain coopération, Le Monde selon les femmes, Oxfam sol, SOS Villages d'enfants, CSA, ULB coopération, WWF BE, Congodorpen, BD, Caritas Be, KBA-FONCABA, Vredeseilanden/VECO , Vétérinaires sans frontières (VSF-B), VVOB
2C	Promouvoir le développement des énergies propres et une gestion intégrée des déchets au niveau de l'Etat, de la société civile et des populations.	11.11.11, CNCD, Croix Rouge de Belgique, SOS Villages d'enfants, KIYO, ULB coopération, Via Don Bosco, WWF BE, Benelux Afro Center, IRSCNB-CeBIOS, Louvain Coopération au

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

		Développement
2D	Encourager et soutenir l'Etat congolais dans la bonne gouvernance environnementale, la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles et la destruction de l'environnement.	11.11.11, CNCN, IRSCNB-CeBIOSULB coopération, Justice et Paix, WWF BE , SOS Faim, Benelux Afro Center, IPIS,
2E	Renforcer les organisations de la société civile pour promouvoir l'exercice des droits fondamentaux en lien avec l'environnement et l'accès aux ressources naturelles, influencer la prise de décision en matière de gouvernance environnementale, et enclencher une dynamique de paix plutôt que de conflit autour de ces ressources	11.11.11, CNCN, Oxfam sol, Justice et Paix, SOS Villages d'enfants, CSA, ULB coopération, WWF BE, Congodorpen, Le Monde selon les femmes, RCNJ&D, Protos, Benelux Afro Center, IPIS, BD, KBA-FONCABA, Vétérinaires sans frontières (VSF-B),
2F	Soutenir et mettre en œuvre des activités de sensibilisation, formation et de recherche en appui à la protection de l'environnement et à la gestion durable des ressources naturelles	11.11.11, VLIR-ARES-CDD, Oxfam sol, Justice et Paix, IRSCNB-CeBIOS, ULB Coopération, WWF BE, Croix-Rouge de Belgique, Protos, IPIS, KBA-FONCABA

Cible stratégique commune3		Garantir un enseignement inclusif et qualitatif pour tous respectant les droits de l'enfant
Approche (Contributions)		OSC/AI
3A	Promouvoir les droits de l'enfant et l'accès à l'éducation, le maintien dans le système éducatif de tous et en particulier des enfants vulnérables et marginalisés, avec une attention particulière pour les filles et un enseignement inclusif à tous les niveaux du système éducatif congolais compris l'enseignement spécialisé, sans discrimination en fonction du sexe, de l'origine, des revenus, de l'ethnie, de la religion, des handicaps mentaux ou physiques, etc.	HI- Monde selon les femmes – VIA DONBOSCO – Dynamo International– KIYO – ETM-KDW – LFTW – SOS villages d'enfants- APEFE– FRACARITA– VVOB– Congodorpen– ACTEC, CEC
3B	Soutenir les processus politiques en faveur d'une politique et d'une gestion de l'enseignement qualitatives communautaire (participation de toute la communauté, parents, enfants ...) et plus décentralisées à tous les niveaux, tant pour ce qui est du cursus, que de l'accompagnement pédagogique, de la formation fondamentale du personnel ou encore de l'accompagnement des élèves.	HI– VIA DONBOSCO– KIYO– VVOB- ETM-KDW-LFTW – SOS villages d'enfants VVOB, CEC, Vlir-UOS
3C	Appuyer une gestion efficace des établissements de formation et une infrastructure scolaire de qualité durable ainsi que les structures de gestion éducative dans des domaines particuliers, comme l'éducation inclusive et l'éducation des enfants avec des besoins particuliers	HI– VIA DONBOSCO- KIYO – ETM-KDW- LFTW –ACTEC- VVOB-FRACARITA-

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

		Congodorpen
3D	Promouvoir et soutenir une recherche de qualité, moteur du développement et du progrès, menée par des universités, des instituts de recherches, des plateformes (Educaid) et des OSC qui informent et orientent la politique.	IRSNB-CEBIOS - HI- VIA DONBOSCO-KIYO-LFTW, ARES-VVOB – Congodorpen, CEC
3E	Contribuer à la formation initiale des formateurs et enseignants et promouvoir la formation continuée et les pratiques de classe dans des domaines particuliers, comme l'éducation basée sur les compétences, l'éducation préscolaire, l'éducation inclusive et l'éducation pour des enfants notamment par le soutien à des échanges entre les enseignants (cellules pédagogiques intra et extrascolaires, radio scolaire) et des passerelles entre la recherche universitaire (mémoires, doctorats, TP d'étudiants, d'assistants) et des besoins particuliers	ACTEC- LHAC- LFTW, ARES- APEFE, HI, Fracarita, KIYO, VVOB
3F	En accord avec les stratégies nationales sectorielles de développement, promouvoir et soutenir un système de Formation Technique et Professionnelle de qualité, apte à assurer une meilleure adéquation Formation-Emploi-Entreprenariat entraînant une augmentation du nombre de jeunes et d'adultes hommes et femmes, jeunes vulnérables, disposant des compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi décent et /ou au développement de projets entrepreneuriaux.	ACTEC- DISOP- APEFE – SOS villages d'enfants, ARES Via don Bosco- FRACARITA VVOB – Congodorpen, HI, KIYO
3G	Promouvoir des partenariats équilibrés et constructifs, ainsi que le développement de collaborations inter-acteurs à tous les niveaux du système éducatif et notamment en alphabétisation	ACTEC – SOS villages d'enfants – Via don Bosco – Congodorpen, KIYO, Louvain Coopération au Développement

Cible stratégique commune4		Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité et promouvoir le droit à la santé pour tous
Approche (Contributions)		OSC/AI
4A	Promouvoir et renforcer la bonne gouvernance à tous les niveaux de la pyramide sanitaire publique (du niveau communautaire, à la zone de santé, niveau intermédiaire et niveau central) et entre les acteurs en appui au secteur, et promouvoir la recherche-action et la capitalisation comme moyen de valorisation et de dissémination des expériences en matière de santé.	Memisa, HI, ULB-Coopération, Action Damien, Louvain Coopération au Développement, ITG, LFTW, Croix-Rouge de Belgique, NGO Rotary Clubs for Development, ARES, Congodorpen, Cap Santé, Benelux Afro Center, Chaîne D'Espoir
4B	Renforcer les systèmes locaux de santé par le rétablissement des soins de santé primaires globaux, continus et intégrés dans un cadre d'appui multi-acteurs et promouvoir l'intégration des approches verticales de contrôle des maladies (une meilleure cohérence et coordination des acteurs, plus d'efficience, moins de	Memisa, HI, ULB-Coopération, ACTEC, VivaAfrica, Action Damien, Louvain Coopération au Développement, ITG, LFTW, MDM, Croix-Rouge de Belgique, Congodorpen, FracaritaBelgium, Cap Santé, Benelux Afro Center, APEFE,

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

	fragmentation)	Chaine D'Espoir
4C	Améliorer la qualité des soins de santé par la rationalisation des soins, par le renforcement des compétences médicotéchniques, de nursing et organisationnelles, des conditions de travail, de la disponibilité et de l'utilisation rationnelle des médicaments de qualité, et de la disponibilité et de la maintenance du matériel, des équipements et des infrastructures appropriées au contexte(en particulier dans les hôpitaux), y inclus certains soins spécialisés (dont les soins oculaires, dentaires, la santé mentale...)	Memisa, HI, Chaine d'Espoir, ULB-Coopération, ACTEC, VivaAfrica, Action Damien, Louvain Coopération au Développement, ITG, Médecins Sans Vacances, Solidarité Protestante, LFTW, MDM, NGO Rotary Clubs for Development, ARES, Congodorpen, FracaritaBelgium, Cap Santé, Chaine D'Espoir
4D	Promouvoir un accès équitable aux soins de santé, avec une attention particulière aux zones isolées et marginalisées, pour des populations vulnérables (dont orphelins, enfants de la rue, handicapés, veuves, vieux, PVVIH...) et pour des problèmes de santé négligés (soins de santé mentaux, aveugles, maladies zoonotiques - suivant le concept de « one health », maladies chroniques...) en vue de la couverture universelle en santé.	Memisa, HI, ULB-Coopération, SOS Villages d'Enfants, VivaAfrica, Action Damien, Louvain Coopération au Développement, Dynamo International, M3M-G3W, Solidarité Protestante, AADC, Benelux Afro Center, LFTW, Croix-Rouge de Belgique, KIYO, MDM, NGO Rotary Clubs for Development, ITG, Congodorpen, FracaritaBelgium, Cap Santé, Benelux Afro Center, APEFE, Chaine D'Espoir, KBA-FONCABA , Vétérinaires sans frontières (VSF-B),
4E	Renforcer et améliorer la sensibilisation et le plaidoyer pour le droit à la santé, les droits et la santé sexuelle et reproductive, et assurer les soins pour les victimes de violences et d'affections liés au genre (eg. Fistules vésicaux-vaginales).	Memisa, HI, ULB-Coopération, SOS Villages d'Enfants, Louvain Coopération au Développement, M3M-G3W, Médecins Sans Vacances, Solidarité Protestante, Benelux Afro Center, LFTW, KIYO, MDM, Action Damien, Croix-Rouge de Belgique, Le Monde selon les femmes, FracaritaBelgium, Benelux Afro Center, APEFE, Chaine D'Espoir, KBA-FONCABA
4F	Promouvoir les bonnes pratiques en matière de santé au niveau des communautés et les doter des connaissances et moyens pour prévenir leurs problèmes de santé, avec un accent sur les maladies chroniques.	Memisa, SOS Villages d'Enfants, Louvain Coopération au Développement, LFTW, Croix-Rouge de Belgique, MDM, Action Damien, M3M-G3W, Congodorpen, Cap Santé, Benelux Afro Center, Chaine D'Espoir
4G	Renforcer la prévention de la transmission, l'offre et les capacités de diagnostic, de traitement, de suivi et de contrôle des maladies contagieuses (VIH, tuberculose, malaria, lèpre, maladies tropicales négligées ...)	Memisa, VivaAfrica, Action Damien, ARES, ITG, Cap Santé, Louvain Coopération au Développement

Cible stratégique	Favoriser une utilisation plus efficiente et plus durable de l'énorme potentiel qu'offre le Congo en matière de sylviculture,
--------------------------	--

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

commune 5		d'agriculture, d'élevage et de pêche, avec une attention particulière à l'agriculture familiale.
Approche (Contributions)		OSC/AI
5A	Soutenir la structuration et le renforcement des OSC, principalement les organisations paysannes, qui participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques en lien avec l'agriculture et le développement rural adaptées et effectives en RD Congo, lesquelles soutiennent la professionnalisation de l'agriculture familiale (paysanne) comme choix d'un développement rural durable.	CSA, Louvain coopération, Oxfam-sol, Trias, ULB-Coopération, VECO/Vredeseilanden, WWF BE, SOS Faim, CNCD-11.11.11 EF, OWW, Le monde selon les femmes, Caritas Belgique, Vétérinaires sans frontières (VSFB), Congodorpen, BD, RCN J&D, KBA-FONCABA
5B	Renforcer la sécurité alimentaire et lutte contre la pauvreté par l'amélioration durable de la productivité des exploitations familiales (incluant les cultures de rentes) et en favorisant leur accès aux marchés locaux et (inter-)nationaux, et en améliorant le climat d'affaire dans une approche « filière » (production, transformation et commercialisation).	DISOP, CSA, Louvain coopération ; Oxfam-sol, Trias, ULB-Coopération, VECO/Vredeseilanden, WWF BE, SOS Faim, CNCD-11.11.11, EF, NGO Rotary Clubs for Development, OWW, CODEART, APEFE, Le monde selon les femmes, Caritas Belgique, Vétérinaires sans frontières (VSFB), SOS Villages d'Enfants, Congodorpen, BD, SOS LS&D, IRSCNB-CeBIOS, KBA-FONCABA
5C	Faciliter l'accès aux financements et investissements appropriés pour les activités agricoles, les activités génératrices de revenu et la création d'emplois.	CSA ; KIYO, Louvain coopération, Oxfam-sol, SOS Villages d'Enfants, Trias, ULB-Coopération, VECO/Vredeseilanden, SOS Faim, CNCD-11.11.11, EF, OWW, Caritas Belgique, Vétérinaires sans frontières (VSFB), BD, Croix Rouge de Belgique, KBA-FONCABA
5D	Renforcer les capacités techniques et institutionnelles des OSC, des services publics et des autorités décentralisées	CSA, Oxfam-sol, ULB-Coopération, CODEART VECO/Vredeseilanden, WWF BE, SOS Faim, CNCD-11.11.11 EF, Trias, ARES, APEFE, CAP Santé, Caritas Belgique, Vétérinaires sans frontières (VSFB), SOS Villages d'Enfants, Congodorpen, BD, Croix Rouge de Belgique, RCN J&D, IRSCNB-CeBIOS, KBA-FONCABA, Louvain Coopération au Développement, VVOB
5E	Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, tant pour ce qui est de l'emploi dans l'agriculture que de l'accès, de la gestion et du contrôle des facteurs de production (production, transformation et commercialisation).	CSA, Louvain coopération, Oxfam-sol, Trias, VECO/Vredeseilanden, SOS Faim, Via Bon Bosco, SOS LS&D, CNCD-11.11.11, EF, ULB-Coopération, OWW, APEFE, CAP Santé, Le monde selon les femmes, Caritas Belgique, Vétérinaires sans frontières (VSFB), SOS Villages d'Enfants, Congodorpen, BD, KBA-FONCABA, VVOB

Cible stratégique commune6	Assurer l'accès et la gestion durable, équitable et participative de l'eau potable et de l'assainissement
----------------------------	---

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

Approche (Contributions)		OSC/AI
6A	Appuyer à la réalisation d'eau potable et d'assainissement, avec une attention toute particulière au statut vulnérable dans ce domaine des femmes et des enfants, et aux zones isolées	Protos, SOS Villages d'Enfants, AADC, Congodorpen, Croix Rouge de Belgique, Cap Santé, SOS LS&D
6B	Appuyer à la maîtrise d'ouvrage locale et articulation des acteurs impliqués	Protos, AADC, SOS Villages d'Enfants, Congodorpen, Croix Rouge de Belgique, SOS LS&D
6C	Promouvoir des modèles de gestion innovateurs adaptés aux contextes spécifiques d'intervention	Protos, Cap Santé
6D	Stimuler un débat national ouvert, qui servira de base à l'élaboration d'une politique globale de gestion et d'assainissement de l'eau, dans un cadre de coordination sectorielle intensive.	Protos, M3M – G3W, Cap Santé
6E	Soutenir des campagnes de sensibilisation et d'information à l'hygiène et aux maladies liées à l'hygiène.	Protos, SOS Villages d'Enfants, M3M-G3W, AADC, Congodorpen, Croix Rouge de Belgique, Cap Santé, SOS LS&D
6F	Renforcer des capacités de la société civile, des autorités locales et du secteur privé dans la réalisation et la gestion de l'eau	Protos, ARES, SOS Villages d'Enfants, Croix Rouge de Belgique, Cap Santé, SOS LS&D
6G	Chercher et diffuser des réponses innovatrices pour les défis locaux par la recherche-action et la gestion de connaissances	Protos, IRSNB-CEBios, ARES, SOS Villages d'Enfants
6H	Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans l'accès à l'eau et les droits de l'enfant et des populations vulnérables aux équipements sanitaires.	Protos, SOS Villages d'Enfants, AADC, M3M-G3W, Congodorpen, Cap Santé, Le monde selon les Femmes
6I	Préserver des ressources naturelles par une approche de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	Protos, IRSNB-CEBios, Congodorpen, VSF-B, SOS LS&D
6J	Soutenir les OSC dans l'action d'advocacy et la sensibilisation à un meilleur accès à l'eau et à l'hygiène.	Protos, M3M-G3W, SOS Villages d'Enfants, Croix Rouge de Belgique, Cap Santé
Cible stratégique commune 7	Renforcer la gouvernance à tous les niveaux politiques et améliorer le respect des droits humains et soutenir la mise en œuvre de la parité	
Approche (Contributions)		OSC/AI
7A	Favoriser les mécanismes de transparence, de contrôle et de redevabilité au sein de l'administration publique (en ce compris le système judiciaire), aussi bien au niveau central que dans le cadre de la décentralisation afin de lutter contre la corruption et la mauvaise gestion.	11.11.11, HI, RCN J&D, ASF, AVCB, UVCW, IPIS, Benelux Afro Center, VVOB

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

7B	Plaider pour une meilleure application des cadres politiques, légaux et administratifs (internationaux, régionaux, nationaux et locaux) afin d'améliorer l'accès des Congolais à des services publics de qualité et aux services de base.	11.11.11, HI, VIA Don Bosco, KIYO, Dynamo International, RCN J&D, M3M G3W, ASF, AVCB, UVCW, SOS Villages d'Enfants, Oxfam Sol, Protos, Benelux Afro Center, Croix-Rouge de Belgique, Vétérinaires sans frontières (VSF-B),
7C	Renforcer les communautés et les autorités décentralisées pour qu'elles œuvrent localement de manière autonome et durable à la protection des droits notamment des populations les plus vulnérables (droits des enfants, droits sexuels et reproductifs notamment des femmes, jeunes, personnes handicapées, réfugiés et déplacés internes, etc.)	SOS Villages d'Enfants, Oxfam Sol, RCN J&D, KIYO, ASF, HI, 11.11.11, M3M G3W, Dynamo International, KBA-FONCABA, Le monde selon les Femmes
7D	Soutenir la société civile dans son rôle de sensibilisation et d'information de la population sur le processus démocratique et le respect de la Constitution.	11.11.11, ETM/KDW, Justice et Paix, HI, KIYO, Dynamo International, ASF, SOS Villages d'Enfants, Oxfam Sol, M3M-G3W, BD, KBA-FONCABA, Le monde selon les Femmes
7E	Renforcer la capacité de la société civile à entamer un dialogue constructif avec les autorités dans le but de renforcer la démocratie participative.	11.11.11, ETM/KDW, Justice et Paix, HI, KIYO, Dynamo International, M3M G3W, ASF, RCN J&D, Oxfam Sol, IPIS, Frères des Hommes (FdH), KBA-FONCABA, Le monde selon les Femmes
7F	Promouvoir la participation des enfants, des jeunes et des femmes en particulier dans les efforts de pacification, de prévention des conflits, de transition démocratique	SOS Villages d'Enfants, KIYO, RCN J&D, ASF, 11.11.11, IPIS, Frères des Hommes (FdH), KBA-FONCABA, Le monde selon les Femmes
7G	Accroître et protéger le respect des droits de l'homme en RDC, plus particulièrement des groupes vulnérables (enfants, femmes, personnes vivant avec un handicap ou malades, minorités, détenus, LGBT, défenseurs des DH, déplacés internes et réfugiés, etc.) et lutter contre les phénomènes de discrimination, inégalité ou d'exclusion sociale.	11.11.11, ETM/KDW, HI, KIYO, Dynamo International, ASF, RCN J&D, M3M G3W, ASF, AVCB, UVCW, SOS Villages d'Enfants, Oxfam Sol, IPIS, CJP, Dynamo International, BD
7H	Renforcer les populations dans leurs droits et leurs capacités à les revendiquer ; accompagner les populations dans les processus de justice (formelle et informelle). En particulier, promouvoir l'information et l' <i>empowerment</i> des femmes afin qu'elles puissent défendre leurs droits.	ASF, RCN J&D, SOS Villages d'Enfants, IPIS, CJP, M3M-G3W, KIYO, Dynamo International, IPIS, Le monde selon les Femmes

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

7I	Appuyer le système judiciaire pour en faire un outil efficace et impartial au service des justiciables ainsi qu'un acteur de la lutte contre l'impunité (des crimes ordinaires et internationaux).	HI, KIYO, RCN J&D, ARES, Dynamo International
7J	Appuyer la réforme du secteur de sécurité pour rendre les services de sécurité (police, armée) garants de la protection des libertés plutôt qu'acteurs de répression. y compris en promouvant la présence des femmes et en renforçant l'expertise genre au sein de l'appareil judiciaire, de la police et de la défense	HI, RCN J&D, MF, Oxfam Sol, IPIS

Cible stratégique commune8		Renforcer le secteur culturel en RDC
Approche (Contributions)		OSC/AI
8A	Renforcer la capacité des artistes et des organisations culturelles sur le plan de leur modèle économique et de leur rentabilité, de la diffusion, de la mise en réseau et de la gestion de leur travail et de leur rôle polyvalent de moteur du développement, source de créativité, émancipation des femmes, d'innovation et de cohésion sociale.	Africalia, 11.11.11, CEC
8B	Évoluer vers une politique culturelle nationale, non seulement pour la capitale mais aussi pour l'ensemble du pays, dans la perspective d'une infrastructure culturelle, d'une éducation artistique, d'un entrepreneuriat et d'une participation politique.	Africalia, 11.11.11, CEC
8C	Sensibiliser et communiquer des informations sur l'importance de la culture dans le développement et l'éducation, afin d'intégrer une dimension culturelle dans les programmes de développement, d'éducation, économiques et politiques, en prenant en compte le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes.	Africalia, 11.11.11, ARES, CEC, Monde selon les femmes

Cible stratégique commune 9		Garantir et améliorer l'accès à la connaissance, améliorer la qualité de la recherche et stimuler l'innovation, afin de contribuer au développement
Approche (Contributions)		OSC/AI
9A	Améliorer l'offre et la qualité de l'enseignement supérieur à travers le renforcement des capacités et les partenariats, en tenant compte du genre et de la durabilité environnementale.	ARES, IRSNB-CEBioS, Chaîne d'Espoir B, Le Monde selon les femmes, Vétérinaires sans frontières (VSFB)
9B	Améliorer les pratiques de recherche appliquée des institutions d'enseignement supérieur à travers le renforcement des capacités et les partenariats, en tenant compte du genre et de la durabilité environnementale.	ARES, IRSNB-CEBioS, IPIS, VLIR-UOS, Vredeseilanden/VECO
9C	Promouvoir la vulgarisation et la valorisation de la recherche académique.	ARES, IRSNB-CEBioS, VLIR-UOS,

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

		Vétérinaires sans frontières (VSFB)
9D	Renforcer les capacités individuelles à travers les bourses ou des stages de spécialisation rémunérés, en tenant compte du genre.	ARES, IRSNB-CEBioS, Chaîne d'Espoir B, VLIR-UOS
9E	Motiver les acteurs du secteur de la recherche et de l'enseignement supérieur à promouvoir une approche genre et respectueuse de l'environnement (p.ex. dans la conception des interventions).	ARES, IRSNB-CEBioS, Le Monde selon les femmes, VLIR-UOS
9F	Améliorer les capacités des institutions de l'enseignement supérieur en recherche et en administration à travers un appui à leur digitalisation (e-learning, librairies digitalisées, services TIC, etc.)	ARES, VLIR-UOS, IRSNB-CEBioS
9G	Renforcer les capacités de la société civile à faire de la recherche rigide et pertinente, capable d'informer et d'influencer le débat publique et politique.	IPIS

2.2 Argumentation basée sur la pertinence du développement

Cible stratégique commune1	Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes
<p>Si les femmes ne constituent pas un groupe homogène en RDC, de manière générale elles cumulent les discriminations et les désavantages dans tous les domaines, ce qui a un impact direct sur leur vie, leur statut et leur accès aux ressources. Ceci est lié tant à des facteurs socioculturels qu'à des limites en lien avec le cadre légal existant (ACC p. 18).</p> <p>Promouvoir les droits et l'empowerment des femmes, l'intégration du genre, ainsi les changements de mentalité et de pratiques qui vont avec implique de travailler à plusieurs niveaux et sur le long terme. La tâche est considérable : en RDC les discriminations et les inégalités entre les femmes et les hommes sont très répandues, malgré le fait que la promotion de l'égalité et de l'autonomisation des femmes, préconisée également dans l'ODD 5, est essentielle au développement humain durable et à la réalisation d'autres ODD (ACC p. 20).</p> <p>Parmi les indicateurs disponibles, il y a le GenderEquality Index : la RDC se positionne en 149e place sur 155 Etats considérés en 2014. Sans entrer dans les détails, et malgré le rôle essentiel que les femmes jouent, l'on peut constater : des normes inégalitaires et une difficulté d'application des mesures en faveur de plus d'égalité (ACC p. 36), une faible proportion de femmes élues (ACC p. 15), des inégalités flagrantes en termes d'accès à l'éducation (ACC p.24-25 et 36), d'accès à la santé - y compris maternelle et génésique (ACC p. 28 et 30), d'accès à un revenu suffisant, d'accès et de contrôle des ressources – y compris foncières (ACC p. 19, 32 et 34). Leur implication dans le processus de paix reste très limitée, malgré l'adoption de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, alors qu'elles sont particulièrement affectées (ACC p. 17 et 36). Enfin, les violences basées sur le genre, dont les violences sexuelles, sont une réalité partout dans le pays et la situation semble s'aggraver. Bien que les structures de prévention comme les points focaux genre soient mis en place, ils ne disposent pas encore de budget adéquat de fonctionnement (ACC p. 36).</p> <p>Il s'agit entre autres de mettre en place le système d'alerte préventive devant faciliter le rapportage et la documentation des cas des violences sexuelles basées sur le genre ainsi que l'accélération des poursuites des auteurs des crimes ; intensifier le plaidoyer pour que les auteurs de viol ne soient pas éligibles à l'amnistie (NB. A ces jours, les divers accords de paix conclus avec les divers groupes armés ne sont pas spécifiques à ce sujet, malgré l'attention</p>	

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

internationale portée sur les violences sexuelles dans les zones de guerre)

Pour que la situation des femmes congolaises évolue vers l'égalité, des changements systématiques et structurels sont nécessaires dans tous les domaines. Leur participation significative dans la vie politique, y compris dans les instances de décision à tous les niveaux, est cruciale (ACC p.36, voir aussi les analyses par domaine p. 81, 84, 85, 87 et tableau p. 101 et suivantes).

En phase avec la législation et les priorités de la coopération belge, il est important de promouvoir une approche tant transversale que spécifique dans ce domaine.

Cible stratégique commune2

Protection de l'environnement et garantie d'une exploitation durable des ressources naturelles

(P. 39 de l'ACC) Plusieurs conventions ratifiées et documents politiques soulignent l'importance accordée par les pouvoirs publics congolais à la protection de l'environnement et de ses ressources naturelles. Jusqu'à présent, leur application est restée limitée. Les conditions de vie des populations dépendent étroitement de l'état de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles. La tendance à la dégradation de l'environnement et à l'exploitation non durable se maintient, ce qui a des conséquences néfastes dans plusieurs domaines. La dégradation de l'environnement est l'une des causes de l'insécurité socio-économique, alimentaire et nutritionnelle, et impacte l'état de santé des populations. En outre, le déboisement prive progressivement la RDC de son rôle planétaire de régulateur du climat. L'exploitation non régulée ou sous-régulée des ressources naturelles est par ailleurs la source de conflits sociaux et armés, de pertes de revenus pour les communautés locales et le pays, de violations flagrantes des droits de l'homme et d'une vulnérabilité accrue aux catastrophes naturelles.(OMD 1A - OMD 7a et 7b en particulier)

Signalons que dans le cadre de la rédaction des ACC, une note de soutien « Environnement et ressources naturelles » a été approuvée.

Cible stratégique commune3

Garantir un enseignement inclusif et qualitatif pour tous

Dans la ligne des ODD et autres conventions internationales, le gouvernement congolais affirme régulièrement qu'il souhaite faire de l'enseignement sa priorité absolue et transformer la RDC en pôle de connaissance africain. La loi cadre N° 14/004 du 11 février 2014 met l'accent sur la lutte contre la discrimination et les inégalités dans l'enseignement, avec une attention particulière aux enfants en situation difficile et ou de handicap. L'enseignement spécial doit être prévu pour les handicapés mentaux sévères (page 80). Contrairement à ces engagements, il n'est pas rare que les droits de l'enfant soient extrêmement accessoires dans la politique congolaise de l'enseignement (page27). Les principes clés de la Convention des droits de l'enfant, par exemple la participation, la non-discrimination et l'intérêt de l'enfant, sont incorrectement appliqués. La violence disciplinaire physique et morale est omniprésente, les minorités et les enfants vulnérables (de mères adolescentes, les enfants handicapés, les minorités, les enfants des rues) sont exclus et les jeunes filles et les femmes sont sous-représentées (page 25), tant dans le corps enseignant que parmi les élèves. Le taux de scolarisation et le nombre d'élèves inscrits progressent, mais ils restent largement insuffisants (page 24) et ne vont pas de pair avec une extension des moyens. L'enseignement est l'un des domaines dans lesquels les limitations d'une centralisation excessive se font amplement ressentir. Le budget insuffisant alloué à l'enseignement est à 95 % affecté aux salaires, ce qui ne laisse pratiquement aucun moyen pour l'infrastructure, le matériel et la recherche (souvent précaires). Les frais scolaires et d'inscription dans l'enseignement préscolaire et supérieur sont encore trop élevés pour de nombreuses familles, qui choisissent de ce fait d'envoyer uniquement leurs garçons à l'école (page 24). Le corps enseignant est démotivé (salaires, perspectives), la formation initiale et continue est faible et irrégulière, ainsi que la faiblesse de la supervision pédagogique (page 25). Force est donc de constater un niveau du secteur de l'éducation généralement faible, avec entre-autres une insuffisance de formateurs qualifiés, un manque d'accompagnement pédagogique de ces derniers, ainsi qu'un état très précaire des infrastructures et équipements pédagogiques (pages 24 et 25).

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

La formation technique et professionnelle est une composante essentielle du développement des ressources humaines nécessaires au développement économique. Elle participe à l'amélioration des connaissances et des compétences destinées à enrichir les métiers et à améliorer les trajectoires professionnelles.

Le système national de formation professionnelle de la RDC ne contribue que très partiellement à l'atteinte de ces objectifs. Il reste confronté à des contraintes structurelles qui en handicapent les performances. Parmi celles-ci relevons : (1) l'absence de cadres organisationnels efficaces de formation professionnelle, l'apprentissage qui est le mode le plus répandu d'acquisition de qualification professionnelle reste encore embryonnaire et rudimentaire ;(2) une faible articulation avec le système productif, entretenant une distorsion croissante entre les possibilités de qualifications existantes et les opportunités offertes par le marché de l'emploi ;(3) l'inexistence de liens entre les stratégies nationales de développement et les politiques de formation à long terme...". (page 25)

La formation universitaire est primordiale pour donner au pays les cadres, enseignants et chercheurs qui lui permettront d'accompagner et de coordonner les autres aspects du développement. L'accès à ces formations reste très inégalitaire, tant au niveau socio-économique que du genre; la qualité des cursus(i) est très inégale; (ii) dépend largement de la disponibilité des capacités d'enseignants, trop souvent âgés ou de formations insuffisantes; (iii) se fait souvent au hasard de Professeurs visiteurs qui dispensent des cours non homogènes sur des périodes trop courtes; (iv) n'est que rarement soutenue par des travaux pratiques ou des exercices (cf. ACC RD Congo, p.43 - 44). Une recherche de niveau international n'est le fait que de quelques unités qui travaillent le plus souvent sous financement de type coopération au développement (cf. l'argumentation détaillée au niveau de la cible stratégique 8).

Cible stratégique commune4

Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité et promouvoir le droit à la santé pour tous

Le système de santé congolais est dans un état d'extrême précarité, ce qui a d'importantes conséquences sur la morbidité et la mortalité de la population, surtout les populations les plus vulnérables. L'infrastructure sanitaire est insuffisante, plus encore dans les zones reculées, la qualité de la formation du personnel médical se dégrade progressivement, les intrants médicaux sont souvent en rupture de stock, ou de qualité douteuse, etc. Le recours aux guérisseurs traditionnels et à l'automédication reste fréquent. Les bas salaires, les mauvaises conditions de travail sont une cause de migration interne et externe du personnel sanitaire. (cf. ACC RDC p48). La santé est un droit fondamental inscrit dans la Constitution de la RDC, c'est l'un des cinq « chantiers » du président Kabila. Depuis 2005, les pouvoirs publics congolais ont lancé une réforme visant à la fois la décentralisation du pouvoir de l'Etat et la transformation de l'administration publique. Pour l'administration publique, le changement consiste à passer d'une organisation bureaucratique à une organisation managériale. Parallèlement le secteur santé a identifié un troisième changement, le recentrage du système de santé sur les soins de santé primaires à travers la revitalisation des Zones de Santé, qui constitue l'axe central de la Stratégie de Renforcement du Système de Santé (SRSS), adoptée en 2006. Cette dernière mettait aussi l'accent sur la nécessité de freiner la fragmentation et la dérégulation pour réussir la transformation du système de santé. L'ensemble de ces transformations visent trois objectifs principaux : (i) améliorer la santé de la population (ii) répondre à ses attentes et (iii) répartir équitablement les contributions financières. (cf. ACC RDC p 45, 46). Actuellement, les pouvoirs publics couvrent seulement 1 % des dépenses de santé du pays. La faible part du budget national couplée à la multiplicité des financements externes a entraîné une fragmentation du système de santé et une sollicitation importante du financement communautaire pour payer les ressources humaines. (cf. ACC RDC p48). La marchandisation de l'ouverture des établissements de soins et de formation des prestataires a entraîné une dégradation de la qualité des ressources humaines et, une explosion d'une offre de soins à but lucratif avec des coûts de moins en moins abordables. L'appui à la bonne gouvernance est donc aussi indispensable si on veut espérer une

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

amélioration durable de la santé de la population. En RDC, la protection financière contre les dépenses liées aux problèmes de santé est encore à un stade embryonnaire. Les défis, en matière de déterminants sociaux mais aussi en termes de qualité des soins offerts, sont énormes. Son amélioration sera conditionnée par l'amélioration de la performance du système de santé. Tous les partenaires ont souscrit à la SRSS en 2006, cet engagement a été réitéré en 2010 lors de l'élaboration du Plan National de Développement Sanitaire. Cette adhésion aux principaux changements décrits ci-dessus reste de mise dans le cadre de ce CSC. Les Ministères de la Santé publique, celui de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale ainsi que leurs partenaires nationaux et internationaux se sont aussi engagés à combiner leurs efforts pour progresser vers la couverture universelle, et ainsi permettre à tous de vivre en bonne santé et à promouvoir le bien-être de tous à tout âge (ODD 3).

Cible stratégique commune 5

Favoriser une utilisation plus efficiente et plus durable de l'énorme potentiel qu'offre le Congo en matière de sylviculture, d'agriculture, d'élevage et de pêche, avec une attention particulière à la production familiale.

Le potentiel de croissance de la sylviculture, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche congolais compte parmi les plus importants au monde, alors qu'il reste en grande partie inexploité. À l'heure actuelle, seules 10 % des terres arables sont cultivées. Le cheptel a aussi régressé en effectif et en production. Les productions animales au niveau national ne couvrent pas 1% des besoins des congolais. La pêche est mal organisée et si le potentiel est globalement sous-utilisé, la surexploitation est de mise en certains endroits. (voir ACC section pour l'agriculture 3.8 et pour le renforcement de la société civile, administration et autorités décentralisées dans la section 5.6 sur les pages 49-51 et 75 – 77)

Depuis les années 90, l'instabilité, l'insécurité, les conflits armés, les pillages et un État absent ont entraîné un effondrement dramatique des recettes d'exportation agricole (de 334 millions de dollars en 1995 à 4,3 millions en 2003) et un recul moyen du rendement des paysans de 10 % entre 1990 et 2013. Ce phénomène se reflète dans les indicateurs alarmants de la sécurité alimentaire et de la pauvreté notamment des familles vulnérables et leurs enfants. L'agriculture souffre également de non aboutissement et harmonisation des politiques et programmes agricoles de l'État aux différents niveaux de pouvoir (de l'échelon local au niveau national).

Le concept de sécurité alimentaire fait l'objet d'un consensus international depuis le Sommet Mondial de l'Alimentation réuni à Rome en 1996. « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. » On considère classiquement que la sécurité alimentaire comporte quatre dimensions ou "piliers" :

1. accès (capacité de produire sa propre alimentation et donc de disposer des moyens de le faire, ou capacité d'acheter sa nourriture et donc de disposer d'un pouvoir d'achat suffisant pour le faire);
2. disponibilité (quantités suffisantes d'aliments, qu'ils proviennent de la production intérieure, de stocks, d'importations ou d'aides);
3. qualité (des aliments et des régimes alimentaires des points de vue nutritionnel, sanitaire, mais aussi sociaux-culturels);
4. stabilité (des capacités d'accès et donc des prix et du pouvoir d'achat, des disponibilités et de la qualité des aliments et des régimes alimentaires).

L'agriculture congolaise pourrait nourrir 2 milliards de personnes et pourtant, aujourd'hui, la RDC n'est pas auto-suffisante que pour quelques rares produits alimentaires: le manioc, les légumes, la banane, la banane plantain et le haricot. 74 % de la population est active dans l'agriculture, qui représente

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

35 à 40 % du PIB, et 79 % de la population est mal nourrie ou sous-alimentée (la plus grande proportion au monde). Les femmes sont particulièrement actives dans le secteur agricole (70 % de la main-d'œuvre), mais il est rare qu'elles contrôlent les facteurs de production et elles ne sont généralement pas ou peu rémunérées.

Les petits producteurs sont entravés par une infrastructure (de transformation; de stockage et de transport) limitée, un manque d'un système d'approvisionnement et d'encadrement, des tracasseries administratives, des coûts de transport accrus et la concurrence du commerce international.

L'agriculture familiale, notamment à travers les initiatives et actions des organisations paysannes, pourrait apporter une contribution très importante au développement, à la sécurité alimentaire, à la création de l'emploi et à la lutte contre la pauvreté, mais elle en est empêchée par une politique agricole nationale qui reste dans la pratique principalement axée sur les parcs agro-industriels, par le manque de structuration performantes des producteurs agricoles, le manque de structuration des filières agricoles, des instruments et du matériel rudimentaires, un accès extrêmement limité aux technologies modernes notamment en lien avec la faible mécanisation du secteur et au financement. L'entrepreneuriat est encore trop faiblement développé. (voire ACC sur les acteurs section 6.4 pages 97 – 98 et pour les domaines d'actions à la section 9.4 pages 118 – 119).

Cible stratégique commune6

Assurer l'accès et la gestion durable, équitable et participative de l'eau potable et de l'assainissement

La RDC dispose de plus de 50% des ressources d'eau du continent (ACC RDC par. 3.5, pag38.). Ces ressources en eau sont fondamentales, tant pour les activités agricoles que pour la pêche et leur usage domestique (ACCpar. 3.5, pag. 39). La dégradation des ressources en eau affectent directement les populations, et la pressions sur la ressource peut générer des conflits (ACCpar. 3.5, pag 39). Il importe de promouvoir la Gestion Intégrée des Ressources en eau (ACCpar. 5.3, pag. 69).

La constitution congolaise reconnaît le droit de chaque Congolais à disposer d'eau potable. Le Code de l'eau de 2014 définit les directives et principes généraux en la matière, mais il n'est pas entièrement appliqué. Ainsi, ce Code reconnaît le rôle des organisations de consommateurs dans la gestion de l'infrastructure, mais elles n'ont ni l'influence ni la reconnaissance nécessaires pour rendre le secteur autonome et l'améliorer. De manière générale, peu de progrès ont été enregistrés au cours des dernières années et 49 % des ménages n'ont toujours pas accès à une source d'eau améliorée. La pénurie d'eau potable et une mauvaise hygiène sont la cause de nombreuses maladies et de 17 % de la mortalité infantile en RDC. (les chiffres varient selon les sources ; il n'existe pas un système de suivi fiable). Les femmes et les enfants sont souvent chargés de l'approvisionnement en eau. Lorsque les sources sont éloignées, en allant chercher de l'eau, outre la corvée que cela représente, ils s'exposent à la violence sexuelle et d'autres violences faites aux enfants (p.ex. travail des enfants, droit à l'éducation bafoué). De plus, ils sont systématiquement défavorisés et discriminés pour l'accès à l'eau et le processus décisionnel qui s'y rapporte. La précarité de la situation en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement est le fait des facteurs suivants : (i) un cadre institutionnel et de gestion complexe, fragmenté et non coordonné du fait de l'absence de débat ouvert et de politique nationale, (ii) plusieurs années de sous-investissement, (iii) une croissance rapide de la population et un nombre élevé de personnes déplacées, (iv) une infrastructure insuffisante, le manque de technologies adaptées et la destruction ou l'abandon de ce qui existe par les conflits répétés, (v) une multitude d'interventions sans réelle coordination ou contrôle de qualité, (vi) une société civile qui tente de pallier à la quasi absence de l'état en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu rural. (ACC par. 3.9, pag.51-53)De plus, les acteurs internationaux se concentrent principalement sur les situations d'urgence et ils n'accordent que des budgets limités aux interventions en faveur du développement durable et de la gestion intégrée de l'eau

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

Finalement, cette cible s'inscrit tout à fait dans l'Objectif de Développement Durable n° 6.	
Cible stratégique commune7	Renforcer la gouvernance à tous les niveaux politiques et améliorer le respect des droits de l'homme
<p>Des décennies de culture politique faible, d'une application incomplète voire inexistante des lois et de la constitution, de moyens limités et de volonté politique défaillante ont conduit à une administration démunie, opaque et souvent corrompue. La RDC occupe le 154^e rang (sur 176) de l'indice de corruption de Transparency International et l'avant-dernière place selon le Mo Ibrahim Index de la gouvernance en Afrique (cf. ACC p. 52). Si l'on ajoute à cela la mise en œuvre toujours incomplète, des plans de décentralisation et les informations et connaissances partielles des procédures, cette mauvaise administration contribue à un accès limité pour les Congolais aux droits et services publics élémentaires (ODD 16.5 et 16.6).</p> <p>Dans l'ensemble, la réforme du secteur de la sécurité progresse lentement. Trop souvent encore, c'est l'État lui-même qui se rend coupable des infractions les plus graves aux libertés publiques. Les premières victimes en sont la société civile, les opposants politiques, les activistes des droits de l'homme et les journalistes qui sont empêchés d'exercer leur fonction de chien de garde de la société. L'émergence d'une société civile représentative capable d'un dialogue constructif reste donc une des clés du renforcement de la démocratie plus participative (cf. ACC RDC p. partie 5.8, pp 79 à 81).</p> <p>La RDC n'est pas mieux lotie en matière d'égalité et de non-discrimination. Le cadre juridique évolue dans la bonne voie, mais son application demeure problématique. Sur le plan de l'égalité hommes - femmes, le Congo occupe la 147^e place d'un classement qui en compte 152. Des obstacles sociaux et culturels entravent l'égalité de traitement des hommes et des femmes, la violence sexuelle est une réalité dans l'ensemble du pays et les efforts de sensibilisation ou de prévention demeurent insuffisants (ODD 5.2 et 5.3, cf. également ACC RDC p. 54).</p> <p>Les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels ne sont pas respectés, et ce dès l'enfance : seuls 28 % des enfants sont inscrits à l'état civil (ODD 16.9). Au cours de leur vie, un grand nombre d'entre eux est contraint au travail, au mariage forcé, à la violence disciplinaire ou de rue (ODD 16.2). Les jeunes filles sont plus particulièrement touchées (grossesses précoces, harcèlement etc. cf. ACC RDC p. 55). D'autres personnes voient régulièrement leurs droits bafoués, sont victimes de discriminations ou d'exclusions et restent souvent invisibles, tant dans la pratique que dans la politique : les personnes handicapées, malades, les minorités, les albinos, LGBT, etc.</p>	
Cible stratégique commune8	Renforcer le secteur culturel en RDC
<p>Si la RDC s'est dotée d'un Ministère de la Jeunesse, des Sports, de la Culture et des Arts, elle n'a pas encore adopté de politique culturelle digne de ce nom. Le Gouvernement congolais a publié une déclaration de politique culturelle en 2013, et la révision du Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) consacre, lui aussi, un paragraphe à la culture. Ce dernier souligne la nécessité d'une telle politique et d'une charte culturelle. Il met par ailleurs l'accent sur l'importance « <i>d'intégrer la dimension culturelle à tous les niveaux des programmes de développement</i> » mais aussi « <i>de développer les industries culturelles et d'améliorer les possibilités d'accès au marché pour les biens et services culturels</i> ». Dans la capitale principalement, les artistes congolais jouent un rôle significatif dans le débat démocratique. Ce potentiel doit à présent être étendu, à Kinshasa comme dans le reste du pays.</p>	
Cible stratégique commune 9	Garantir et améliorer l'accès à la connaissance, améliorer la qualité de la recherche et stimuler l'innovation, afin de contribuer au développement
L'enseignement supérieur congolais est caractérisé par une énorme croissance du nombre d'étudiants, un défi majeur qui nécessite un financement assuré,	

une réduction du clientélisme auprès des étudiants, la mise en place et le maintien d'infrastructures de base. Les faibles performances des institutions universitaires et d'enseignement supérieur résultent largement (i) d'un sous-financement chronique; (ii) de leur opacité et de leur déficit de gouvernance et de transparence; (iii) d'une multitude d'institutions privées non maîtrisées; (iv) d'installations de recherche, de bibliothèques et de matériel éducatif limités et dépassés; (v) d'une faible motivation et qualité des enseignants; (vi) d'un manque d'orientation des étudiants avec un accès à l'enseignement supérieur très inéquitable, en fonction du genre, du milieu de résidence et du niveau de revenu. (cf. ACC RD Congo, p.43 - 44).

De nombreux programmes et cours sont dépassés ou d'une pertinence limitée, ne répondant guère aux exigences d'une économie en croissance ou aux besoins spécifiques de chacune des provinces ou des secteurs émergents; dans les différents cursus, les compétences de résolution de problèmes et d'innovation ne sont que peu développées.

Renforcer des capacités de recherche permettra aux institutions de recherche en RDC de devenir des initiateurs de changement. Actuellement, il n'y a quasi pas de financement publicstructurel pour la recherche (ACC, p.44-45). Le renforcement des capacités de recherche contribue à de nouvelles connaissances et du savoir-faire et crée les conditions nécessaires pour des innovations demandées dans différents secteurs/thèmes (p.ex. ACC p.74 santé, p.77 agriculture). Ces acquis - ensemble avec les impacts issus de nouvelles connaissances sur des communautés locales, sur le gouvernement et sur le secteur privé - a le potentiel de contribuer directement aux objectifs de développement d'un pays. C'est aussi un facteur crucial de pouvoir trouver des solutions aux défis locaux et globaux. Il permet à la RDC de développer elle-même de nouvelles technologies ou d'adopter et d'utiliser des technologies étrangères.

Il est urgent de mettre en place une recherche de qualité, moteur du développement et du progrès, menée par des universités, des instituts de recherche et des OSC, pour former des chercheurs, des cadres et des enseignants de haut niveau qui puissent assurer des services à la société, promouvoir les entreprises, informer et orienter la politique et s'insérer dans des réseaux internationaux.

Les élites congolaises restent en effet majoritairement formées par les institutions publiques qui réalisent la plupart des recherches fondamentales, appliquées et au service à la communauté, ces institutions qu'il faut donc renforcer. Tous les thèmes de coopération repris dans les cibles ci-dessus font appel à des universitaires et à des diplômés dont il faut soutenir les capacités d'innovation pour qu'ils ne soient pas de simples exécutants dans le cadre de la coopération internationale. (cf. ACC RD Congo, p.43 - 44 et p.69-71).

3. Engagement en faveur d'une synergie et d'une complémentarité

Synergie/complémentarité <i>Dans ce chapitre, les acteurs s'engagent à élaborer des synergies et des complémentarités. Celles-ci seront plus détaillées dans les programmes de chaque acteur individuel.</i>	Entre « nous » : OSC et IA	Entre « nous » et d'autres acteurs internationaux	Entre « nous » et la coopération belge
au niveau général, pour toutes les cibles stratégiques communes - Des mécanismes légers mais efficace sont conçus afin de réunir les OSC, tant au sein des structures centralisées que des structures décentralisées, dans le but d'élaborer des synergies et des complémentarités intersectorielles (par exemple entre l'élevage du bétail et la protection de l'environnement, entre la culture et l'enseignement, etc.). Trois niveaux peuvent être distingués en la matière (à l'instar des engagements en faveur des différents objectifs et approches- : (1) l'échange d'informations comme condition fondamentale d'une meilleure harmonisation des activités mutuelles ; (2) la coopération opérationnelle (par exemple dans le cadre d'un projet concret, une approche multi-parties prenantes, une demande de financement conjointe, une méthode d'intervention ou une évaluation partagée) ; (3) la collaboration organisationnelle (par exemple par le partage de bureaux, de services logistiques, d'infrastructures éducatives, d'expertise et de personnel). - Les différents partenaires recherchent, dans les divers secteurs, des synergies visant à promouvoir l'égalité hommes – femmes et les droits de l'enfant en RDC. - À la lumière de la grande interdépendance entre les évolutions et les interventions en RDC et dans les pays voisins, des efforts sont consentis afin de mieux harmoniser les partenaires et les programmes.	X	X	X
- Des mécanismes légers mais efficace sont conçus afin de réunir les OSC, tant au sein des structures centralisées que des structures décentralisées, dans le but d'élaborer des synergies et des complémentarités intersectorielles (par exemple entre l'élevage du bétail et la protection de l'environnement, entre la culture et l'enseignement, etc.). Trois niveaux peuvent être distingués en la matière (à l'instar des engagements en faveur des différents objectifs et approches- : (1) l'échange d'informations comme condition fondamentale d'une meilleure harmonisation des activités mutuelles ; (2) la coopération opérationnelle (par exemple dans le cadre d'un projet concret, une approche multi-parties prenantes, une demande de financement conjointe, une méthode d'intervention ou une évaluation partagée) ; (3) la collaboration organisationnelle (par exemple par le partage de bureaux, de services logistiques, d'infrastructures éducatives, d'expertise et de personnel). - Les différents partenaires recherchent, dans les divers secteurs, des synergies visant à promouvoir l'égalité hommes – femmes et les droits de l'enfant en RDC. - À la lumière de la grande interdépendance entre les évolutions et les interventions en RDC et dans les pays voisins, des efforts sont consentis afin de mieux harmoniser les partenaires et les programmes.	X	X	X
Au niveau de la cible stratégique 1 Mise en place de mécanismes légers et efficaces d'échange régulier d'information, d'expertise, et de coordination entre les différents acteurs, dont ceux qui travaillent déjà ou ont l'intention de travailler avec des Groupes de femmes/organisations de défense des droits de femmes (ACC p. 76)– que ce soit en Belgique (p.ex. Plateforme BE-gender) et et/ou sur le terrain. Etant donné l'aspect transversal de cette cible, potentiellement, tous les OSC, la CTB, le WBI, l'Ambassade et différents acteurs internationaux sont susceptibles d'être impliqués. De manière pratique, il existe déjà des espaces dédiés tant spécifiques que généralistes qui peuvent prévoir systématiquement un moment d'échange sur la question, y compris l'espace coordonné par 11.11.11 sur le terrain ou la plate-forme Afrique centrale du CNCD	X	X	X
Au niveau de la cible stratégique 2 Échanges réguliers entre les OSC (tant celles qui sont actives dans le Sud que dans le Nord) à l'occasion de rencontres structurelles, d'un événement commun annuel et la promotion des visites d'échange sur le terrain, dans un but d'échange d'informations, de coopération opérationnelle et organisationnelle.	X	X	X
Concertation entre les OSC et la coopération belge et soutien des OSC à la coopération belge grâce à leurs contacts et leur			X

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

expertise.			
<p>Au niveau de la cible stratégique 3</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une structure de concertation permanente est créée à l'intention de toutes les ACNGs et universités actives dans le secteur de l'enseignement en RDC qui souhaiteraient y participer. Elle ne constitue qu'une des modalités possibles de concrétisation des engagements et permettra : <ul style="list-style-type: none"> - Recherche structurelle et concrétisation d'opportunités de synergie et de complémentarité en relation avec divers thèmes transversaux (égalité hommes - femmes, climat, travail décent, etc.) ou des sujets spécifiques (gestion des écoles, éducation formelle et informelle, entrepreneuriat, etc.). - Pour ce faire, elle pourra fournir des services spécifiques à ses membres, collecter et diffuser des informations et elle apportera une stabilité à la coordination, ainsi qu'une mémoire institutionnelle pour les échanges. Ce qui permettra par l'échange de « lessonslearned », de bonnes pratiques et de moyens divisibles, que les OSC peuvent renforcer leur capacité et leur impact. • Recherche de complémentarité avec La coopération belge, qui peut faire appel aux ACNGs présentes au niveau provincial / local et s'appuyer sur leur expertise dans l'exécution de certains résultats en sous-traitance. Dans la mesure où la coopération belge coopère principalement avec des instances étatiques, cette mesure est susceptible d'accroître l'efficacité et d'améliorer l'ancrage au sein de la société civile. • Recherche de Complémentarité avec les acteurs internationaux bilatéraux et multilatéraux. • Recherche de synergies et complémentarités dans l'appui à la formation des maîtres par l'usage des nouvelles technologies de la communication (numérique). • Appuyer les écoles techniques et professionnelles (agricoles,...) • Rechercher des synergies et complémentarités dans l'appui aux projets entrepreneuriaux (agricoles,...) • Rechercher des synergies et complémentarités dans l'appui à l'enseignement technique et professionnel pour augmenter les possibilités d'accès aux emplois décents et durables pour les jeunes sans distinction de sexe. • Assistance technique et collaboration pour le développement professionnel des enseignants, directeurs et inspecteurs sur l'entreprenariat et la pédagogie innovante 	x	x	X
<p>Au niveau de la cible 4</p> <p>Partant d'une vision étendue qui s'inscrit dans la politique nationale et qui soutient les organismes compétents pour développer le système de santé, les OSC impliquées souhaitent rassembler toutes les organisations compétentes, dans le but de maximiser les synergies et les complémentarités.</p> <p>Des actions concrètes en cours et planifiées sont entre-autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupe de travail RDC au sein de la plateforme Be-Cause Health, qui offre un lieu d'échange entre les acteurs belges opérationnel en RDC 	X	x	X
	X		X

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

- FABAC Santé, qui rassemble les acteurs belges à Kinshasa	X		X
- réseaux internationaux qui rassemblent plusieurs acteurs (MMI, Acte Alliance, HAT-platform, RIPSEC, MPS/PHM)	X	X	X
- Bureau conjoint à Kinshasa entre plusieurs ONG avec progressivement partage logistique/ RH/ administration...	X		
- organisation de formations conjointes ; échanges d'expériences entre différents projets ; Echanges d'outils de sensibilisation ; Mise à disposition de volontaires	X	X	X
- synergie dans le renforcement des hôpitaux (stages, formations, échanges) ; plateforme de gestion hospitalière			
- action conjointe pour assurer la qualité des médicaments (Quamed) et l'implication des partenaires dans la gestion des CDR	X	X	X
- action conjointe sur les initiatives mutualistes (Masmut)	X	X	X
- Formation du personnel des centres de santé primaires, publics comme privés	x	X	X
- Forum de concertation des intervenants avec les programmes lèpre et tuberculose	x		
- Plateformes techniques et mécanismes de coordination existant auprès des institutions internationale comme l'OMS, le PNUD, le Fonds Mondial (GFATM) et l'Union Internationale contre la Tuberculose et les maladies respiratoires	x	X	
- en collaboration avec des acteurs du CSC Travail Décent en RDC : contribuer à une meilleure sécurité sociale par l'augmentation de l'accessibilité aux soins de santé à travers la promotion des mutuelles de santé	x	x	x
Au niveau de la cible 5			
- Les échanges d'informations et d'expertise se poursuivent, d'autres OSC et ONGI sont invitées à y participer. - Les opportunités de collaboration et d'harmonisation sont clairement schématisées et transposées dans la pratique à l'aide d'une cartographie des acteurs impliqués et des interventions pertinentes. Les structures de concertations thématiques sont institutionnalisées au niveau national. Un système d'échange des données relatives à la chaîne de valeurs est ensuite mis sur pied.	X	X	X
- Les partenaires locaux sont encouragés à définir ensemble une stratégie. En fonction du rythme qu'elles ont fixé, les OSC dressent des plans de synergie / complémentarités et des projets / programmes communs (notamment en matière de renforcement des capacités des partenaires ou de développement d'un circuit de distribution). Les OSC partenaires qui disposent d'une expertise complémentaire se répartiront les tâches entre elles, soit au sein de projets communs, soit dans des projets distincts dont les objectifs sont partagés.	X		
- Les OSC tentent d'influencer d'autres donateurs pour qu'ils prennent en compte, dans leurs stratégies, des défis identifiés dans l'ACC et qu'ils s'y raccordent.		X	
Au niveau de la cible 6			
- Les OSC s'engagent à pratiquer un partage général des informations, à mener des rencontres ciblées sur des thèmes spécifiques, à créer une plate-forme dédiée à l'eau et à l'assainissement en Belgique sur la RDC e et à échanger les connaissances relatives à des projets spécifiques.	X	X	X
- Dans la mesure du possible, les connaissances / compétences techniques et méthodologiques et les ressources humaines / logistiques sont mis à la disposition des autres organisations.	X	X	X

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

<p>Au niveau de la cible 7 Création/participation aux plateformes d'échange d'information (telles que par exemple le Plateforme Droits de l'Enfants dans la coopération au développement), amélioration de la coordination et de la cohérence (par exemple quand plusieurs OSC soutiennent un même partenaire), et pour mettre en</p>	X	X	X
<p>L'approche-droit est renforcée dans tous les secteurs d'intervention de la société civile et de l'Etat grâce à l'analyse conjointe des inégalités et disparités sociales</p>	X	X	X
<p>Les formations sont organisées conjointement et/ou ouvertes à d'autres OSC.</p>	X	X	X
<p>Les efforts d'advocacy sont plus largement menés par les OSC qui disposent d'une expérience sur le terrain et ils sont mieux harmonisés / regroupés.</p>	X	X	X
<p>Au niveau de la cible 8 - Les contacts, plans, projets en cours, expériences et ressources sont partagés afin de tirer les leçons de l'expérience des autres, d'éviter les doubles-emplois et de mieux communiquer vers la population et les acteurs locaux à propos des résultats des différentes activités culturelles. - Les efforts sont harmonisés et rassemblés dans le but de renforcer les capacités des organisations culturelles et de les rendre plus rentables. - Les forces sont regroupées, sur la base d'une étude commune réalisée sur l'impact de la culture sur le développement, dans le but de sensibiliser les décideurs politiques et les donateurs à l'importance de la dimension culturelle.</p>	X	X	X
<p>Au niveau de la cible 9 L'appui aux institutions d'enseignement supérieur, à travers des projets de recherche et d'enseignement performants, s'inscrit dans une vision étendue des politiques nationale et régionale; elle vise à partager les connaissances / compétences techniques et méthodologiques et les ressources humaines / logistiques pour une collaboration avec la coopération belge et les OSC impliquées, dans un soutien et un renforcement mutuels. La plateforme ARES, qui regroupe l'ensemble des institutions d'enseignement supérieur francophones belges, et qui collabore régulièrement avec le VLIR-UOS, est déjà un lieu d'échange d'expertises, d'expériences et d'informations multiples; celles-ci seront partagées avec les autres OSC pour développer de nouvelles synergies, mener des rencontres ciblées, au Sud comme au Nord, et développer des coopérations mutuelles et des programmes conjoints. - Les OSC/AI continueront à chercher des opportunités pour des projets académiques qui sont en synergie et complémentarité avec les interventions des autres acteurs belges (modalités à définir) - Les OSC/AI chercheront des opportunités de synergie et complémentarité dans les domaines de renforcement de capacité, recherche, innovation, transfert de technologies et opportunités au niveau des bourses. - Des rencontres entre des chercheurs/professeurs intéressés et des acteurs CSC seront organisés pour stimuler de trouver des opportunités dans le cadre de synergie et complémentarité</p>	X	X	X

Version 2 CSC RDCongo 30 avril 2016

<ul style="list-style-type: none">- Les OSC/AI partageront les résultats de recherche avec les autres acteurs (pour extension potentielle)- Echange d'information et projets conjoints sur le renforcement des capacités de recherche des ONGs et d'autres institutions.			
---	--	--	--

4. Liste des participants au CSC RDCongo

1	11.11.11	23	CSA –Collectif Stratégie Alimentaire	45	Memisa
2	AADC	24	DISOP	46	Oxfam Solidarité
3	ACTEC	25	Dynamo International	47	Oxfam-Wereldwinkels
4	Action Damien	26	Echos Communication	48	Protos
5	Africalia	27	Entraide et Fraternité	49	RCN Justice& Démocratie
6	APEFE	28	Enfants Tiers Monde/KDW	50	Rotary Clubs for Development
7	ARES	29	FracaritaBelgium	51	Solidarité Protestante
8	Artsen Zonder Vakantie- Médecins sans Vacances	30	Frères des Hommes	52	Solidarité Socialiste
9	AVCB	31	Geneeskunde voor de 3 ^{de} Wereld G3W-M3M	53	SOS Layette, Solidarité et Développement
10	Avocats Sans Frontières	32	Handicap International Belgique	54	SOS FAIM
11	Benelux Afro Center	33	Institut des Affaires Publiques	55	SOS Villagesd'Enfants Belgique
12	BroederlijkDelen	34	InstituutvoorTropischeGeneeskunde	56	Trias
13	C.E.C.	35	IPIS	57	ULB-coopération
14	Cap Santé	36	KBA Foncaba	58	Union de Villes et Communes de la Wallonie
15	Caritas International	37	KIYO	59	Vétérinaires Sans Frontières
16	Chaine d'Espoir Belgique	38	Koninklijk Museum voor Midden Afrika	60	VIA Don Bosco
17	CNA-NKO	39	Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen- CEBioS programma	61	VivaAfrica
18	CNCD-11.11.11	40	Le Monde selon les femmes	62	VLIR-UOS
19	CODEART	41	Laïcité et Humanisme en Afrique Centrale	63	Vredeseilanden
20	Commission Justice et Paix	42	Light For The World	64	VVOB
21	Congodorpenvzw	43	Louvain Coopération au Développement	65	WWF
22	Croix-Rouge de Belgique Communauté francophone	44	Médecins du Monde Belgique		

Liste des abréviations

ACC	Analyse de contexte conjointe	MDM	Médecins du Monde Belgique
ACNG	Acteur de la coopération non gouvernementale	MF	Le Monde selon les Femmes
AI	Acteur institutionnel	MMI	MedicusMundi International
ASF	Avocats sans Frontières	MPS/PHM	Mouvement Populaire pour la Santé / People'sHealthMovement
AVCB	Association de villes et des communes de Bruxelles	M3M-G3W	Geneeskunde voor de Derde Wereld
BD	BroederlijkDelen	ODD	Objectif du Développement Durable
CEC	Coopération Education et Culture	ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
CJP	Commission Justice et Paix	ONU	Organisation des Nations Unies
CSA	Collective Stratégie Alimentaire	OSC	Organisation de la société civile
CTB	Coopération Technique Belge	OWW	Oxfam Wereldwinkels
DGD	Directorat Générale Développement	PIB	Produit Interne Brut
DSCR	Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté	PIC	Programme Indicatif de Coopération
EF	Entraide et Fraternité	PVVIH	Personnes vivants avec VIH
ETM-KDW	Enfants Tiers Monde	RCNJ&D	RCN Justice et Démocratie
FABAC	Forum des Acteurs belges au Congo	RDC	République Démocratique Congo
GFATM	Global Fund against Aids Tuberculosis& Malaria	RIPSEC	Renforcement Institutionnel pour des Politiques de Santé basées sur l'Evidence en République Démocratique du Congo
HAT-platform	HumanAfricanTrypanosomiasis	SOSLS&D	SOS Layette, Solidarité et Développement
HI	Handicap International Belgique	SRSS	Stratégie de Renforcement du Système de Santé
IRSCNB-Cebios	Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen- CEBioS programma	TIC	Technologie pour Information et Communication
ITG	Instituut voor Tropische Geneeskunde	UVC	Union des Villes et Communes de Wallonie
LFTW	Light forthe World	VSF-B	Vétérinaires sans frontièresBelgique
LGBT	Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender	WBI	Wallonie Bruxelles Internationale